

LE TEMPS DES CRISES



DÉCEMBRE 2008 N°0

... financières, économiques, écologiques, politiques, institutionnelles, culturelles ...

EDITORIAL

Remettre les idées en place



Manifestants face à un cordon policier à Athènes

Un hiver froid s'approche! Ueli Maurer élu au Conseil Fédéral, un ado tué par la police, une crise du capitalisme financier va mettre au chômage des milliers de travailleurs, événements disjoints mais révélateurs de l'état de crise du monde.

«Le temps des crises» se propose d'amener de la chaleur porteuse d'espoir auprès de ceux qui ne se résignent pas à accepter de vivre dans un système fondamentalement injuste.

Le système capitaliste a fait la preuve de ses échecs, il a montré son incapacité à assurer la survie de la planète, une vie digne de ce nom à la plupart des femmes, des hommes et des enfants de ce monde. Par ce nouveau mensuel nous voulons porter un point de vue critique sur ce système et créer une plate-forme de discussion, afin de trouver des réponses constructives face aux contradictions du capitalisme.

Il s'agit pour nous aussi de mettre un peu d'ordre dans les esprits, comment se fait-il que les actionnaires demandent l'intervention étatique et que la gauche s'y oppose? Il y a encore quelque temps ils nous apprenaient que l'Etat était une machine encombrante pour les profits, que les patrons ne voulaient pas d'intervention étatique. Historiquement la nationalisation était plutôt une revendication provenant du mouvement ouvrier, comme dans tout bon système capitaliste. Aujourd'hui Sarkozy, Merkel, Brown, Merz et Cie, qui ont toujours prêché le moins Etat, injectent des milliards dans les caisses des grandes banques internationales, on parle même de nationalisation, que se passe-t-il?

Sans prétendre avoir la solution magique, la rédaction du «temps des crises» se propose d'amener une réflexion sur le futur d'un capitalisme peut-être en fin de course.

Leonardo Schmid

INDICES DE LA CRISE

(1) Selon les économistes, une économie se trouve en récession si on constate un recul de l'économie deux trimestres de suite. Depuis l'introduction dans les années 70 des calculs standardisés de l'OCDE, ce n'est qu'une fois (en 1973) que les trois régions Etats-Unis, Europe et Japon se sont trouvées comme aujourd'hui en récession en même temps.

(2) Les chiffres représentent le taux de chômage en pourcentage de la population en âge de travailler. Aux USA, on enregistre une perte nette de plus de 533'000 places de travail uniquement en novembre 2008.

	Evolution PIB [%] ⁽¹⁾			Taux de chômage [%] ⁽²⁾		
	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim. (estim.)	2008	2009 (pro.)	2010 (pro.)
Euro-Région	-0.18	-0.20	-1.00	7.4	8.6	9.0
Etats-Unis	+0.70	-0.13	-2.80	5.7	7.3	7.5
Japon	-0.93	-0.10	-1.00	4.1	4.4	4.4

Crise mondiale

Une crise du néolibéralisme?



Le sujet de «la crise financière» est depuis un moment très présent dans les médias. On entend chaque jour de nouvelles opinions sur les causes de cette crise, avancées par de nombreux journalistes, politiciens et hommes d'affaires. On parle de la fin du néolibéralisme, des fautes des managers et de leur système de Bonus, du retour de l'état dans l'économie et de la nécessité de politiques interventionnistes pour sauver celle-ci.

Il convient quand même de noter le fait que bien avant l'ère néolibérale et bien avant que les managers aient reçu des Bonus énormes, on retrouve régulièrement des crises dans l'histoire économique. Comme le constatent entre autres Carmen Reinhart et Ken Rogoff, deux économistes américains, les crises financières sont inhérentes au système économique capitaliste. Leur deuxième constat c'est que ces crises deviennent de plus en plus graves si une longue période de stabilité les précède.

Dans la théorie économique mainstream la croissance économique est vue comme étant un moteur central du développement humain. Et cette

théorie se construit sur une image de l'homme - l'homo oeconomicus - qui essaye toujours de maximiser son utilité personnelle. Le désir de croissance au niveau individuel est alors vu comme étant naturel. En raisonnant de cette manière, on oublie facilement une question importante: le capitalisme ne nécessite-t-il pas de croître tout le temps pour ne pas tomber en crise? En d'autres mots, la croissance économique n'est-elle pas une condition nécessaire du bon fonctionnement de notre économie capitaliste?

En répondant par la positive à cette question la crise financière apparaît sous une lumière bien différente. Elle apparaît comme un résultat d'une des conditions du fonctionnement de notre système économique même - le besoin de croître toujours plus. Depuis environ 1960 les possibilités de faire des profits dans «l'économie réel» (la partie de l'économie qui produit et échange des biens et services réels) ont considérablement baissé. Ceci se constate notamment dans la chute des investissements nets en pourcentage du PIB destinés à «l'économie réel» dans des pays comme les États-Unis,

le Japon ou l'Allemagne durant les dernières 40 années. Si on investit moins ça veut dire que la rentabilité des investissements a baissé. Le capital était alors confronté avec des taux de profit qui baissaient toujours plus, il se dirigea ainsi vers des secteurs d'économie dans lesquels la possibilité de faire plus des profits était donnée. On a assisté alors depuis les années 60 d'un côté à une exportation accélérée des capitaux de ces pays vers les pays en voie de développement et d'un autre côté à une augmentation énorme du volume des marchés financiers qui promettaient des profits bien plus haut que «l'économie réel». On observa alors que beaucoup de capital se dirigeait vers les marchés financiers où les rendements étaient jusqu'à avant la crise actuelle nettement supérieurs.

Le secteur de la finance et du crédit s'est agrandi et a commencé à créer toujours plus d'argent - essentiellement en vendant des droits à l'accès des profits potentiellement réalisés dans «l'économie réel» dans un futur proche ou lointain. Des profits qui ne vont pas nécessairement être réalisés. Si ces produits financiers trouvent sur le marché assez d'acheteurs qui croient dans la réalisation de ces profits, alors leur valeur monte et tout va bien. Ces produits peuvent ensuite eux-mêmes être combinés avec d'autres produits et sont de nouveau vendus et ainsi de suite. On assista alors à une jungle des produits dit «dérivés» qui étaient vendus sur le marché. Cette pyramide vient de tomber, la croyance dans la possibilité de la réalisation des profits potentiels s'est envolé et beaucoup de produits financiers ont perdu leur valeur sur le marché, on se retrouve dans la crise actuelle.

Les solutions avancées consistant à baisser les bonus des managers, à étatiser ou à soutenir certains instituts de finances ne s'attaquent qu'à la surface du problème. Si on n'arrive pas à faire une analyse profonde des causes des crises économiques (et non seulement financières), alors on peut être sûr qu'avec les mesures qui sont en train d'être prises, on crée déjà aujourd'hui les bases de la crise de demain.

Wolfgang Buck

Le sommet du G20 et relance de l'économie mondiale

Changements à l'horizon?



Hugo Chavez avec les ouvriers de l'aciérie SIDOR nationalisée en avril 2008

Le monde entier commence à réfléchir à des alternatives pour sortir de la crise économique et financière. Les pays industrialisés se sont réunis avec les pays dits émergents à Washington. Le G20 a déclaré sa volonté de «soutenir l'économie mondiale et stabiliser les marchés financiers».

Selon la déclaration finale du G20, les causes de cette crise sont dues aux «insuffisances en matière de régulation (qui) ont mené à des excès». Le communiqué poursuit : «les acteurs des marchés ont cherché à obtenir des rendements plus élevés sans évaluer les risques de façon adéquate et sans faire preuve de la vigilance requise [...] les établissements financiers n'ont souvent pas mis en œuvre des pratiques saines en matière de gestion des risques».

Le sommet du G20 ne va pas révolutionner le système économique. Car la poursuite des travaux du G20 sera guidée «par la conviction commune que les principes du marché, des économies ouvertes et des marchés financiers correctement réglementés favorisent le dynamisme, l'innovation et l'esprit d'entreprise qui sont indispensables à la croissance économique, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté.» Il s'agit là d'une doctrine économique bien

connue. Visiblement il n'y a pas de changements à l'horizon.

De leur côté, plusieurs pays en voie de développement (membres du G20 comme l'Argentine et la Chine ou non-membre du G20 comme le Venezuela) ont pris des mesures pour protéger la population des effets de la crise. L'Argentine vient de voter la nationalisation des caisses de pension des retraités. La présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner a déclaré au sujet de cette réforme: «Les principaux Etats du G8 sont en train d'adopter une politique de protection des banques et dans notre cas nous sommes en train de protéger les travailleurs et les retraités.»

L'Etat vénézuélien a depuis quelques années financé avec les bénéfices du pétrole plusieurs programmes sociaux pour alphabétiser, alimenter, soigner et éduquer tous les Vénézuéliens.

Pour poursuivre ces engagements, l'Etat du Venezuela a annoncé la nationalisation de la banque Santander juste avant l'éclatement de la crise. La nationalisation est une mesure «à la mode» depuis que les Etats-Unis sont intervenus pour sauver des instituts financiers. Il se trouve que le gouvernement d'Hugo Chavez a indiqué vouloir «récupérer la Banque du Venezuela (filiale de Santander)

pour le mettre au service des vénézuéliens, de toute l'économie vénézuélienne». La nationalisation est ici une mesure cohérente et motivée, plutôt qu'une mesure transitoire et désespérée.

La Chine est en mesure d'affronter les effets sociaux de la crise car depuis une vingtaine d'année elle a contribué à sortir des millions de personnes de la pauvreté et elle entend poursuivre sa politique de développement économique et de redistribution des richesses.

Le gouvernement chinois vient d'annoncer un plan d'investissements visant à augmenter le pouvoir d'achat. Le Quotidien du peuple indique que «le plus important c'est d'améliorer et de perfectionner le système de la protection sociale» et qu'«accroître le revenu, surtout élever le niveau de revenu des citoyens à bas et moyen revenu et des paysans est une tâche urgente qui constitue la base fondamentale de l'incitation à la consommation».

Contrairement à la Chine, l'Argentine et le Venezuela, les pays développés annonçant des plans de relance ne font pas état d'une volonté d'augmenter le pouvoir d'achat et plus particulièrement d'augmenter les revenus. Car malgré les beaux discours de nos dirigeants, la réduction du budget public, les «réformes» des assurances sociales, la régression des conditions de travail sont des plans qui vont se poursuivre.

Après ce petit tour du monde, nous pouvons distinguer deux types de politiques affrontant la crise économique à venir: la politique qui va maintenir à tout prix le capitalisme au mépris d'une réflexion rationnelle et des millions de victimes qu'elle engendre par le monde; et la politique qui dans sa diversité et depuis de nombreuses années essaie de réaliser une société plus juste.

Le dépassement du capitalisme commence dans le tiers-monde avec des gouvernements qui affrontent la «logique du capitalisme». C'est un début, mais les peuples doivent aller plus loin pour se libérer d'une fois pour toute de l'exploitation, de la domination, des guerres, de la faim et de la misère.

Esteban Munoz

L'Etat contre le marché

La rhétorique sur l'Etat

La rhétorique et les discours ont une force que souvent on tend à négliger. Une longue période de discours néolibéral a permis la naissance d'un couple de mots que tout individu est en mesure de reconnaître: l'Etat contre le marché. Des politiques de baisses d'impôts accompagnées d'une idéologie savamment construite ont permis de signifier l'Etat comme naturellement en opposition aux marchés et au capitalisme. Or, en réalité il s'agit d'une bonne vieille opération de justification qui cache une autre réalité.

L'Etat a constitué le meilleur dispositif pour assurer les profits de la classe dominante, tout en sauvegardant la paix sociale et en fournissant des prestations sociales minimales. La bureaucratie, aujourd'hui démonisée par la plupart des acteurs économiques, a assuré l'expansion du capital et l'enrichissement de la bourgeoisie.

Les apports de la pensée de Marx et ceux qui se sont inspirés de lui, ont bien montré à quel point cette relation est réelle, toutefois aujourd'hui le discours dominant sur l'Etat fait référence à l'idéologie néolibérale. Cette vision de l'Etat a de plus en plus banalisé le rôle que joue l'appareil étatique dans la reproduction de la classe dominante: le pluralisme et le discours démocratique nous ont servi l'idée d'un Etat au service de tout le monde au sein duquel n'importe qui peut faire valoir son argument. Certes, dans le XXème siècle l'Etat s'est doté d'appareils fort précieux pour les classes faibles: dispositifs sociaux et éducation entre autres.

Cet Etat est devenu encombrant pour les intérêts du capital: des forces réformistes y occupent une place non négligeable et les gens se sont socialisés à un certain cahier des charges rempli par les autorités publiques. Que faire donc de cette machine qui ne sert plus qu'aux intérêts du dominant?

Une nouvelle rhétorique s'est mise en place: à côté des attaques directes

contre le rôle de l'Etat, stratégie très dangereuse quand on est obligé de penser aux suffrages, une justification fondée sur un argument fataliste a vu le jour. On a construit dans les détails une force bien plus puissante de celle constituée par l'Etat-Nation, grand fétiche du siècle passé. Ainsi, des marchés globalisés semblent tomber du ciel sans qu'aucun acteur ne puisse dire un mot: la mondialisation, la concurrence des pays émergents, la menace chinoise, ... sont certains des arguments mobilisés par les nouveaux défenseurs du capital. Dans ce contexte fort complexe, plus de place pour la lourdeur étatique.

Les acteurs qui prônent le moins d'Etat seraient les plus réalistes: conscients des changements actuels, ils ne font que s'adapter aux nouveaux défis. Les autres, ceux qui luttent pour la sauvegarde des conquêtes du siècle passé, ils sont traités de réactionnaires aveugles. Le discours du moins d'Etat a pu se transformer dans un raisonnement bien plus acceptable à cause de sa prétendue inéluctabilité: celui de la fin de l'Etat. Et comme tout discours fataliste, aucun responsable n'est repérable: les forces du marché l'ont emporté sur l'Etat.

Ce discours très à la mode dans la presse ordinaire et même au sein de certaines institutions académiques permet de cacher le travail d'affaiblissement du pouvoir de l'Etat. En effet, ce sont des choix plus ou moins conscients qui ont permis cette retraite de l'Etat. Les forces au pouvoir ont délibérément laissé carte blanche aux acteurs économiques en dépit du rôle de la politique. Des nouveaux lieux de prise de décision ont vu le jour, des lieux plus ou moins informels (forums économiques, sommets et dîners) qui permettent de court-circuiter l'architecture institutionnelle.

Les forces de contestations doivent-elles se limiter à demander plus d'Etat? Les groupements attentifs à la question sociale peuvent-ils se contenter de contester la rétribution des vedettes du capitalisme? Malheureusement le fatalisme semble avoir

considérablement influencé même ces forces qui devraient combattre les visions fausses et justificatrices. Dans le mensonge généralisé, ils se limitent à contenir les dommages.

Cependant, cette crise économique (et non seulement financière comme on veut le faire croire) est l'occasion pour faire exploser cette dynamique perverse où les dominés sont complètement pris par les conditions imposées par les dominants. Au côté de la revendication pour plus de réglementation en matière économique, c'est l'occasion d'imposer une nouvelle vision de la société libérée de toute connexion avec les intérêts des capitalistes.

Johann Tutumlu

BONS BAISERS D'IRAK

Une télévision libanaise «**publiquement offert un emploi au journaliste**» qui a **bombardé George W. Bush avec ses chaussures en lui lançant «c'est le baiser de l'adieu, espèce de chien»**. La chaîne a indiqué que **Mountazer al-Zaïdi serait payé «à compter de l'instant où la (première) chaussure a été lancée»**.

PARTICIPES !

Si tu te sens l'âme d'un journaliste militant et que tu souhaites collaborer avec LE TEMPS DES CRISES, prends contact avec le Comité de rédaction.

COMITÉ DE RÉDACTION

Leonardo SCHMID

Suisse italienne, leo@sisa-info.ch

Wolfgang BUCK

Suisse alémanique, wolfgang.buck@gmx.ch

Esteban MUNOZ

Suisse romande, esteban_munoz@gmx.net